



DECLARATION LIMINAIRE

CDAS des Bouches du Rhône du 25 novembre 2014

Monsieur le Président,

Ce CDAS se tient après plus de deux ans d'exercice du gouvernement dans une période affirmée de crise d'austérité pour l'ensemble de nos concitoyens. Voici un an, Solidaires disait dans sa déclaration liminaire au CNAS de juillet que les agents des finances attendaient des nouveaux ministres d'être reconnus à la hauteur de leur valeur professionnelle. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Et bien, ce sont encore 2.546 postes qui vont être supprimés dans les ministères économiques et financiers en 2015, mettant encore davantage sous pression des agents aux conditions de travail fortement dégradées. Les agents des finances n'y croient plus, eux qui voient leurs missions de plus en plus mises à mal, avec des effectifs de plus en plus restreints et des salaires qui n'augmentent toujours pas après l'annonce jusqu'en 2017 du blocage du point d'indice.

En ces temps troublés par une remise en cause des services publics, par les affaires politico-économiques, on continue à nous dire que les services des ministères économiques et financiers ne sont pas prioritaires. Alors oui, les agents sont indignés d'entendre de tels propos, eux qui sont principalement dédiés au contrôle fiscal et au contrôle de la vie économique. Ils sont indignés de voir leur mission de contrôle fiscal dévoyée alors que la fraude représente 60 à 80 Milliards d'euros. Ils sont indignés de voir que la DGCCRF se délite alors que la sécurité des citoyens est en péril. Ils sont consternés par le démantèlement des services de la Douane. Depuis 1989, l'action sociale au ministère n'avait cessé de s'améliorer par un élargissement des prestations, par l'amélioration du réseau des délégations, par la couverture de l'ensemble du territoire, par les assistantes service social. Or, dans cette période troublée et de récession en tout genre, où les agents sont de plus en plus demandeurs d'actions sociales de proximité, vous n'avez de cesse de supprimer des emplois dans les délégations, rappelons qu'à la fin 2013, un tiers des délégations ont été privées d'assistance, et d'alourdir toutes les procédures par le biais de CHORUS et la politique de marchés publics choisie.

Le rapport du service social met entre autre l'accent sur les conditions de travail dégradées, sur le surendettement grave de nos agents (49 % des problèmes recensés dans notre département, soit une augmentation de 5 % entre 2012 et 2013), sur la situation alarmante des retraités, sur les difficultés à vivre des familles monoparentales.

Solidaires n'acceptera pas qu'au nom de l'austérité, les mesures permettant d'atténuer les difficultés quotidiennes des agents, soient rognées voire supprimées et que des mesures permettant de vider de son sens l'action sociale départementale soient prises unilatéralement !

Concernant l'ordre du jour qui va nous occuper aujourd'hui,

- Solidaires Finances sera vigilant sur les dépenses de matériel des restaurants administratifs, car notre organisation considère qu'elle n'a pas à arbitrer les dépenses déconcentrées des coins repas et que le BIL ne permettra pas pour la première fois de faire face à ces dépenses.
- Solidaires Finances espère que l'excellent bilan des séjours organisés dans le cadre du BIL pourra être reconduit en 2015
- S'agissant du séjour à Marineland, notre organisation profitera de ce conseil pour sensibiliser tous les membres sur le sort des cétacés dans cette attraction.
- Solidaires Finances s'étonne de voir aux abonnés absents le président de notre action sociale ministériel aux nombreuses réunions du SRIAS
- Solidaires Finances demeurera vigilant sur la perte d'attractivité de Marseille dans le cadre de l'organisation de l'acheminement des enfants avec EPAF pour éviter des futures suppression d'assistant de délégation.

Monsieur le Président, nous comptons sur votre action et votre engagement pour défendre et préserver une action sociale de qualité au bénéfice de tous les agents des Bouches du Rhône, actifs et retraités.